



Conseil de sécurité

Distr. générale
29 juin 2018
Français
Original : anglais

France : projet de résolution

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions précédentes, en particulier la résolution [2360 \(2017\)](#), ainsi que les déclarations de son président concernant la République démocratique du Congo,

Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et de tous les États de la région, et *soulignant* que les principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale doivent être pleinement respectés,

Prenant note du rapport final ([S/2018/531](#)) du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (le « Groupe d'experts »), créé en application de la résolution [1533 \(2004\)](#) et reconduit dans ses fonctions par les résolutions [1807 \(2008\)](#), [1857 \(2008\)](#), [1896 \(2009\)](#), [1952 \(2010\)](#), [2021 \(2011\)](#), [2078 \(2012\)](#), [2136 \(2014\)](#), [2198 \(2015\)](#), [2293 \(2016\)](#) et [2360 \(2017\)](#),

Rappelant que le Gouvernement congolais doit enquêter rapidement et de manière approfondie sur le meurtre des deux membres du Groupe d'experts et des quatre Congolais qui les accompagnaient et traduire les auteurs en justice, *se félicitant* que le Secrétaire général se soit engagé à faire en sorte que l'Organisation ne ménage aucun effort pour que les auteurs de ces crimes soient traduits en justice, *saluant* les travaux de l'équipe des Nations Unies déployée afin d'appuyer l'enquête nationale, en accord avec les autorités congolaises, et *appelant de ses vœux* la poursuite de cette coopération,

Constatant que la situation en République démocratique du Congo constitue toujours une menace pour la paix et la sécurité internationales dans la région,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de reconduire jusqu'au 1^{er} juillet 2019 les mesures énoncées aux paragraphes 1 à 6 de la résolution [2293 \(2016\)](#), notamment les réaffirmations qu'il y a faites ;

2. *Réaffirme* que les mesures décrites au paragraphe 5 de la résolution [2293 \(2016\)](#) s'appliquent aux personnes et entités que le Comité aura désignées à raison des actes définis au paragraphe 7 de cette même résolution ainsi qu'au paragraphe 3 de la résolution [2360 \(2017\)](#) ;

3. *Décide* de proroger jusqu'au 1^{er} août 2019 le mandat du Groupe d'experts tel que défini au paragraphe 6 de la résolution [2360 \(2017\)](#), *exprime l'intention* de le réexaminer et de se prononcer, le 1^{er} juillet 2019 au plus tard, sur une nouvelle prorogation, et *prie* le Secrétaire général de prendre dès que possible les mesures



administratives requises pour rétablir le Groupe d'experts, en consultation avec le Comité, en faisant au besoin appel aux compétences des membres du Groupe créé conformément aux résolutions antérieures ;

4. *Prie* le Groupe d'experts de lui présenter, après concertation avec le Comité, un rapport à mi-parcours, le 30 décembre 2018 au plus tard, et un rapport final, le 15 juin 2019 au plus tard, et d'adresser des mises à jour mensuelles au Comité, sauf les mois où ces rapports doivent lui être remis ;

5. *Réaffirme* les dispositions concernant l'établissement de rapports énoncées dans la résolution [2360 \(2017\)](#) ;

6. *Décide* de rester saisi de la question.
